

Publications périodiques

Comptes annuels

ANZ**RAPPORT FINANCIER****COMPTE DE RÉSULTAT**

		2018	2017
Pour l'exercice clos le 30 septembre¹	Note	en millions de AUD	en millions de AUD
Produits d'intérêt		30 327	29 120
Charges d'intérêt		-15 813	-14 245
Produits d'intérêt nets	2	14 514	14 875
Autres produits opérationnels	2	4 558	3 589
Produits nets de la gestion et d'assurance	2	576	634
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	2	183	300
Résultat opérationnel		19 831	19 398
Charges opérationnelles	3	-9 248	-8 967
Résultat avant provision pour dépréciation de prêts et impôt sur le résultat		10 583	10 431
Provision pour dépréciation de prêts	13	-688	-1 198
Résultat avant impôt		9 895	9 233
Impôt sur le résultat	4	-2 784	-2 874
Résultat net au titre des activités poursuivies		7 111	6 359
Résultat net au titre des activités abandonnées	29	-695	62
Résultat de l'exercice		6 416	6 421
Dont :			
Résultat attribuable aux actionnaires de la Société		6 400	6 406
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		16	15
Résultat par action ordinaire (cents) dont activités abandonnées			
De base	6	221,6	220,1
Dilué	6	212,1	210,8
Résultat par action ordinaire au titre des activités poursuivies			
De base	6	245,6	218,0
Dilué	6	234,2	208,8
Dividende par action ordinaire (cents)	5	160	160

1. Les données ont été retraitées et présentées sur la base des activités poursuivies. Les activités abandonnées comprennent les activités OnePath (retraite et investissements) et Aligned Dealer Group cédées à IOOF Holdings Limited, ainsi que l'activité assurance-vie cédée à Zurich Financial Services Australia.

Les notes en pages 77 à 163 font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

	2018	2017
Pour l'exercice clos le 30 septembre¹	en millions de AUD	en millions de AUD
Résultat de l'exercice au titre des activités poursuivies	7 111	6 359
Autres éléments du résultat global		

Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat	32	26
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat		
Réserve de conversion ²	222	-748
Autres variations des réserves	137	-297
Impôt attribuable aux éléments ci-dessus	-118	8
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées³	25	1
Autres éléments du résultat global nets d'impôts au titre des activités poursuivies	298	-1 010
Résultat net au titre des activités abandonnées	-695	62
Autres éléments du résultat global nets d'impôts au titre des activités abandonnées	18	-30
Total du résultat global de l'exercice	6 732	5 381
Dont total du résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de la Société	6 706	5 372
Participations ne donnant pas le contrôle	26	9

1. Les données ont été retraitées et présentées sur la base des activités poursuivies. Les activités abandonnées comprennent les activités OnePath (retraite et investissements) et Aligned Dealer Group cédées à IOOF Holdings Limited, ainsi que l'activité assurance-vie cédée à Zurich Financial Services Australia.

2. Comprend des pertes de change de 10 millions de AUD attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (2017 : 6 millions de AUD).

3. La quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées comprend un profit de 28 million de AUD imputé à la réserve de réévaluation des éléments disponibles à la vente (2017 : perte de 1 million de AUD) et une perte de 3 millions de AUD imputée à la réserve de conversion (2017 : 2 millions de AUD) qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat.

Les notes en pages 77 à 163 font partie intégrante de ces états financiers.

BILAN

Au 30 septembre	Note	2018	2017
		en millions de AUD	en millions de AUD
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie ¹	8	84 636	68 048
Créances envers ANZ		2 319	5 504
Garanties versées		11 043	8 987
Titres de transaction	9	37 722	43 605
Instruments financiers dérivés	10	68 423	62 518
Actifs disponibles à la vente	11	74 284	69 384
Prêts et avances nets	12	603 938	574 331
Réserves obligatoires		882	2 015
Actifs détenus en vue de la vente	29	45 248	7 970
Participations dans les entreprises associées	26	2 553	2 248
Actifs d'impôt exigible		268	30
Actifs d'impôt différé		900	675
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	20	4 930	6 970
Placements des activités d'assurance		-	37 964

Immobilisations corporelles		1 833	1 965
Autres actifs		3 645	5 112
Total de l'actif		942 624	897 326
Passif			
Dettes envers ANZ		11 810	9 914
Garanties reçues		6 542	5 919
Dépôts et autres emprunts	14	618 150	595 611
Instruments financiers dérivés	10	69 676	62 252
Passifs d'impôt exigible		300	241
Passifs d'impôt différé		59	257
Passifs détenus en vue de la vente	29	47 159	4 693
Passifs liés aux polices d'assurance		-	37 448
Passifs liés aux titulaires d'assurance-vie (fonds d'assurance-vie)		-	4 435
Charges à payer et autres passifs		6 788	8 350
Avantages du personnel		540	530
Autres provisions	21	1 038	628
Augmentation des emprunts	15	121 179	107 973
Total du passif		883 241	838 251
Actif net		59 383	59 075
Capitaux propres			
Capital social	22	27 205	29 088
Réserves	22	323	37
Résultat non distribué	22	31 715	29 834
Capital et réserves attribuables aux actionnaires de la Société	22	59 243	58 959
Participations ne donnant pas le contrôle	22	140	116
Total des capitaux propres	22	59 383	59 075

1. Dont les créances envers ANZ qui correspondent à la définition de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les notes en pages 77 à 163 font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le présent tableau des flux de trésorerie consolidés tient compte des activités abandonnées. Voir la note 29 relative aux flux de trésorerie au titre des activités abandonnées et aux éléments de la trésorerie et équivalents de trésorerie reclassés comme détenus en vue de la vente.

	2018	2017
Pour l'exercice clos le 30 septembre	en millions de AUD	en millions de AUD
Résultat après impôt	6 416	6 421
Ajustements permettant de rapprocher la trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités opérationnelles :		
Provision pour dépréciation de prêts	688	1 198
Dotation aux amortissements	1 199	972
Résultat de cession d'immobilisations corporelles	-4	-114
Ajustement net sur dérivés/de change	6 721	-3 409
Résultat de cession au titre des activités abandonnées	-594	541
Reclassement d'activités comme détenues en vue de la vente	693	-

Autres variations sans incidence sur la trésorerie	-55	-167
<i>Augmentation/diminution nette des actifs opérationnels :</i>		
Garanties versées	-1 648	3 533
Titres de transaction	8 565	2 081
Prêts et avances nets	-24 739	-17 838
Placements des activités d'assurance ¹	-3 914	-2 122
Autres actifs	-973	509
<i>Augmentation/diminution nette des passifs opérationnels :</i>		
Dépôts et autres emprunts	12 207	30 904
Dettes envers ANZ	1 853	-627
Garanties reçues	186	-310
Passifs liés aux contrats d'assurance-vie ¹	4 263	2 260
Autres passifs	-298	215
Total des ajustements	4 150	17 626
Trésorerie nette générée par les activités opérationnelles²	10 566	24 047
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Actifs disponibles à la vente :		
Acquisitions	-23 806	-27 220
Produits d'instruments cédés/arrivés à échéance	20 592	19 751
Produits de cession	2 148	-5 213
Produits de l'accord de réassurance avec Zurich	1 000	-
Autres actifs	232	-148
Trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités d'investissement	166	-12 830
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation des emprunts : ³		
Produits des émissions	25 075	25 128
Remboursements	-15 898	-27 409
Dividendes versés	-4 563	-4 386
Achat d'actions propres sur le marché	-114	-75
Rachat d'actions	-1 880	-
Trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités de financement	2 620	-6 742
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	13 352	4 475
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	68 048	66 220
Impact des fluctuations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	3 564	-2 647
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture⁴	84 964	68 048

1. Les placements des activités d'assurance et les passifs liés aux contrats d'assurance-vie ont été reclassés comme détenus en vue de la vente.

2. La trésorerie nette générée par/utilisée pour les activités opérationnelles comprend les impôts sur le résultat payés d'un montant de 3 373 millions de AUD (2017 : 2 864 millions de AUD).

3. Les variations des émissions de titres de créance sans incidence sur la trésorerie comprennent des profits liés à la couverture de juste valeur de 1 443 millions de AUD (2017 : 1 498 millions de AUD) et des pertes de change de 5 712 millions de AUD (2017 : profits de 1 324 millions de AUD).

4. Dont la trésorerie et équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan pour un montant de 84 636 millions de AUD (2017 : 68 048 millions de AUD) et des actifs détenus en vue de la vente pour un montant de 328 millions de AUD (2017 : 0 AUD).

Les notes en pages 77 à 163 font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Réserves	Résultat non distribué	Capitaux propres et réserves attribuables aux actionnaires du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD	en millions de AUD
Au 1^{er} octobre 2016	28 765	1 078	27 975	57 818	109	57 927
Résultat au titre des activités poursuivies	-	-	6 344	6 344	15	6 359
Résultat au titre des activités abandonnées	-	-	62	62	-	62
Autres éléments du résultat global de l'exercice au titre des activités poursuivies	-	-1 019	15	-1 004	-6	-1 010
Autres éléments du résultat global de l'exercice au titre des activités abandonnées	-	-30	-	-30	-	-30
Total du résultat global de l'exercice	-	-1 049	6 421	5 372	9	5 381
Transactions avec les actionnaires agissant en cette qualité¹ :						
Dividendes versés	-	-	-4 609	-4 609	-1	-4 610
Dividendes sur les actions propres détenues dans les fonds d'assurance-vie du Groupe	-	-	26	26	-	26
Plan de réinvestissement des dividendes ²	198	-	-	198	-	198
Autres variations des capitaux propres¹ :						
Ajustement des actions propres Wealth Australia	69	-	-	69	-	69
Plan d'achat d'actions réservé aux salariés du Groupe	56	-	-	56	-	56
Autres éléments	-	8	21	29	-1	28
Au 30 septembre 2017	29 088	37	29 834	58 959	116	59 075
Résultat au titre des activités poursuivies	-	-	7 095	7 095	16	7 111
Résultat au titre des activités abandonnées	-	-	-695	-695	-	-695
Autres éléments du résultat global de	-	264	24	288	10	298

l'exercice au titre des activités poursuivies						
Autres éléments du résultat global de l'exercice au titre des activités abandonnées	-	18	-	18	--	18
Total du résultat global de l'exercice	-	282	6 424	6 706	26	6 732
Transactions avec les actionnaires agissant en cette qualité¹ :						
Dividendes versés	-	-	-4 585	-4 585	-2	-4 587
Dividendes sur les actions propres détenues dans les fonds d'assurance-vie du Groupe	-	-	24	24	-	24
Plan de réinvestissement des dividendes ²						
Rachat d'actions du Groupe ³	-1 880	-	-	-1 880	-	-1 880
Autres variations des capitaux propres¹ :						
Ajustement des actions propres Wealth Australia	-2	-	-	-2	-	-2
Plan d'achat d'actions réservé aux salariés du Groupe	-1	-	-	-1	-	-1
Autres éléments	-	4	18	22	-	22
Au 30 septembre 2018	27 205	323	31 715	59 243	140	59 383

1. Les données pour les exercices 2017 et 2018 tiennent compte des activités abandonnées.

2. Aucune nouvelle action n'a été émise dans le cadre du plan de réinvestissement des dividendes (*Dividend Reinvestment Plan*, DRP) au titre de l'acompte sur le dividende de 2018 (aucune action au titre du solde du dividende de 2017 ; aucune action au titre de l'acompte sur le dividende de 2017 ; 7,1 millions d'actions au titre du solde du dividende de 2016), puisque les actions ont été rachetées sur le marché et attribuées directement aux actionnaires prenant part au DRP. Les rachats effectués au 30 septembre 2018 à ce titre s'élèvent à 392 millions de AUD (2017 : 176 millions de AUD).

3. Tel qu'annoncé les 18 décembre 2017, 22 juin 2018 et 19 octobre 2018, le rachat d'actions ordinaires d'ANZ en cours sur le marché atteint 3,0 milliards de AUD. Au cours de l'exercice 2018, la Société a racheté des actions pour 1 880 millions de AUD, et 66,7 millions d'actions ont, par conséquent, été annulées.

Les notes en pages 77 à 163 font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. À PROPOS DES ÉTATS FINANCIERS

Le présent document correspond aux états financiers d'Australia and New Zealand Banking Group Limited (ci-après la « Société ») et des entités qu'elle contrôle (ci-après, ensemble, le « Groupe » ou « ANZ ») pour l'exercice clos le 30 septembre 2018. La Société est immatriculée et domiciliée en Australie. Le siège social de la Société et son principal lieu d'activité sont situés à l'adresse suivante : ANZ Centre, 833 Collins Street, Docklands, Victoria, Australia 3008.

Le 30 octobre 2018, les Administrateurs ont arrêté ces états financiers.

Les informations sont incluses dans les états financiers uniquement lorsque nous estimons qu'elles sont significatives et utiles à la compréhension des états financiers. Une information est considérée significative et utile si, par exemple :

- le montant en AUD est significatif (facteur quantitatif) ;
- la nature du montant en AUD est significative (facteur qualitatif) ;
- l'utilisateur ne peut comprendre les résultats du Groupe sans l'information concernée (facteur qualitatif) ;
- l'information est essentielle pour que l'utilisateur comprenne l'impact des évolutions significatives des activités du Groupe durant la période – par exemple, des acquisitions ou des cessions (facteur qualitatif) ;
- les informations concernent un aspect des activités du Groupe qui est important pour sa performance future (facteur qualitatif) ; et
- les informations sont requises par des dispositions du *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés) et du *Banking Act 1959 (Cth)* (loi bancaire australienne) ou par les principaux régulateurs du Groupe, notamment l'*Australian Securities and Investments Commission* (ASIC) et l'*Australian Prudential Regulation Authority* (APRA).

Cette section des états financiers :

- présente la base de préparation des états financiers du Groupe ; et
- examine les nouvelles normes ou réglementations comptables ayant un impact direct sur les états financiers.

BASE DE PRÉPARATION

Ce rapport est un rapport financier à usage général (*Tier 1*) préparé par une « entité à but lucratif » conformément au référentiel comptable australien et aux autres règlements de l'*Australian Accounting Standards Board* (AASB), au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), et aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

Nous présentons les états financiers du Groupe en dollars australiens (AUD), qui est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société. Sauf indication contraire, nous avons arrondi les montants au million de AUD le plus proche, comme autorisé par l'*ASIC Corporations (Rounding in Financial/Directors Report) Instrument 2016/191*. Nous évaluons les éléments inclus dans les états financiers de chaque entité du Groupe en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (la monnaie fonctionnelle).

ÉVALUATION

Nous avons préparé les informations financières conformément à la convention du coût historique, sauf pour les actifs et passifs suivants, comptabilisés à la juste valeur :

- instruments financiers dérivés et, pour la couverture de juste valeur, un ajustement de juste valeur est apporté à l'exposition sous-jacente couverte ;
- actifs financiers disponibles à la vente ;
- instruments financiers détenus à des fins de transaction ;
- autres actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net ; et
- certains autres actifs et passifs détenus en vue de la vente, dont la juste valeur diminuée du coût de la vente est inférieure à leur valeur comptable (sauf pour certains actifs et passifs détenus en vue de la vente qui sont exemptés de cette exigence).

Conformément à la norme AASB 1038 *Life Insurance Contracts* (Contrats d'assurance-vie - AASB 1038), nous avons évalué les passifs d'assurance-vie selon la méthode de la marge sur prestations de service (*Margin on Services*). Conformément à la norme AASB 119 *Employee Benefits* (Avantages du personnel - AASB 119), nous avons évalué les engagements au titre des régimes de retraite à prestations définies au moyen de la méthode des unités de crédit projetées.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Les résultats financiers des activités abandonnées de Wealth Australia (cession par OnePath de l'activité retraites et placements et des entités alignées de conseil à IOOF Holdings Limited, et de l'activité assurance-vie à Zurich Financial Services Australia), ainsi que l'impact du reclassement et de la consolidation du Groupe en découlant sont traités dans les activités abandonnées, dans le cadre du reporting. Considérées comme des activités abandonnées, ces activités correspondent à un sous-ensemble d'actifs détenu en vue de la vente, représentant une branche d'activité majeure. Les données comparatives figurant dans le compte de résultat et l'état du résultat global du Groupe ont été retraitées afin de présenter les activités abandonnées sur une ligne distincte de celle des activités poursuivies : résultat au titre des activités abandonnées. Cette démarche a des répercussions sur les données financières actuelles et comparatives des activités Wealth Australia et Technology, Services & Operations (TSO), ainsi que Group Centre. Aucune donnée du bilan n'est retraitée au titre du classement d'une activité dans les activités abandonnées.

CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la Société et de toutes ses filiales. Une entité, y compris une entité *ad hoc*, est considérée comme une filiale du Groupe lorsque nous établissons que la Société contrôle cette entité. Le contrôle existe lorsque le Groupe est exposé, ou a des droits, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Le pouvoir est évalué en examinant les droits existants qui confèrent au Groupe la capacité actuelle de diriger les activités de l'entité. Nous avons éliminé, lors de la consolidation, les effets de toutes les transactions entre entités du Groupe.

CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

TRANSACTIONS ET SOLDES

Les transactions en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle appropriée au taux de change en vigueur à la date de la transaction. À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change au comptant. Les profits et les pertes de change sont rapportés en résultat durant la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les écarts de change liés à des éléments non monétaires sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net et présentées dans le profit ou la perte de juste valeur liés à ces éléments. Tout écart de change lié à des éléments non monétaires classés comme des actifs financiers disponibles à la vente est incluse dans la réserve de réévaluation des éléments disponibles à la vente dans les capitaux propres.

ÉTATS FINANCIERS DES ACTIVITÉS ÉTRANGÈRES DONT LA MONNAIE FONCTIONNELLE EST AUTRE QUE LE DOLLAR AUSTRALIEN (AUD)

Les états financiers de nos activités étrangères sont convertis en dollars australiens (AUD) lors de la consolidation selon la méthode suivante :

Éléments en devises	Taux de change utilisé
Actifs et passifs	Taux en vigueur à la clôture
Instruments de capitaux propres	Date de la prise de participation initiale
Produits et charges	Taux de change moyen de la période - mais si, pour une transaction importante, nous estimons que le taux moyen n'est pas raisonnable, nous utilisons le taux en vigueur à la date de la transaction.

Les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des activités étrangères sont comptabilisés en réserve de conversion dans les capitaux propres. Lorsque nous cédon une activité étrangère, le montant cumulé des écarts de change est transféré en résultat dans le cadre du profit ou de la perte sur la cession.

ACTIVITÉS DE FIDUCIE

Le Groupe fournit des services de fiducie à des tiers, concernant notamment des services de conservation et de banque dépositaire, des services fiduciaires, d'administration et de gestion de fonds, essentiellement par l'intermédiaire de l'activité Wealth. Par conséquent, le Groupe détient des actifs pour le compte de tiers et prend des décisions portant sur l'acquisition et la cession d'instruments financiers. Lorsqu'ANZ n'est pas le bénéficiaire effectif ou ne contrôle pas les actifs, ces transactions ne sont pas comptabilisées dans les présents états financiers, sauf si les normes comptables ou les lois l'imposent.

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DÉTERMINANTS

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe, la direction a formulé un certain nombre de jugements ainsi que des estimations, et retenu des hypothèses sur des événements passés et futurs. Les notes aux états financiers comportent de plus amples informations sur les estimations et jugements déterminants que nous considérons comme significatifs au regard des états financiers.

NORMES COMPTABLES NON ADOPTÉES PAR ANTICIPATION

Des normes, amendements aux normes et interprétations ont été publiés, mais ne sont pas d'application obligatoire dans les états financiers de l'exercice clos le 30 septembre 2018, et n'ont pas été adoptés par le Groupe lors de la préparation de ces états financiers.

Nous avons identifié quatre normes applicables au Groupe et présentons de plus amples informations ci-après.

Application obligatoire de nouvelles normes comptables par le Groupe

1 ^{er} octobre 2017	1 ^{er} octobre 2018	1 ^{er} octobre 2019	1 ^{er} octobre 2020	1 ^{er} octobre 2021	Au-delà
	AASB 9 & AASB 15				
		AASB 16			
				AASB 17	
Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022	

AASB 9 *FINANCIAL INSTRUMENTS* (Instruments financiers - AASB 9)

En décembre 2014, l'AASB a publié la norme AASB 9 *Financial Instruments*, en remplacement de la norme AASB 139 *Financial instruments: Recognition and Measurement* (Instruments financiers : Évaluation et comptabilisation - AASB 139). AASB 9 s'applique au Groupe depuis le 1^{er} octobre 2018.

AASB 9 introduit de nouvelles exigences en matière de comptabilité de couverture ainsi que de dépréciation des actifs financiers, de classement et d'évaluation des actifs et passifs financiers. Le détail des principales exigences et des impacts estimés sur le Groupe est présenté ci-après.

Dépréciation

AASB 9 remplace le modèle de dépréciation des pertes encourues d'AASB 139 par le modèle des pertes de crédit attendues (*expected credit loss*, ECL), qui intègre des informations prospectives (*forward looking information*, FLI) et ne nécessite pas qu'un événement générateur de pertes se produise pour comptabiliser une provision pour dépréciation.

Ce modèle ECL sera appliqué à l'ensemble des actifs financiers évalués au coût amorti, des instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, des créances locatives et à certains engagements de prêts et garanties financières non évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

Dans le cadre du modèle ECL, l'approche comptant trois niveaux est appliquée pour évaluer les pertes de crédit attendues sur la base de la migration entre les niveaux depuis l'émission des actifs, comme suit :

- Niveau 1 : à l'émission d'un actif financier, et si celle-ci n'occasionne pas d'augmentation significative du risque de crédit (*Significant increase in credit risk*, SICR), une provision correspondant aux pertes de crédit attendues sur 12 mois est comptabilisée.
- Niveau 2 : lorsque le risque de crédit a augmenté de façon significative depuis l'émission, une provision correspondant aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie est constituée. Si le risque de crédit augmente au cours d'une période ultérieure, de sorte que l'augmentation du risque de crédit depuis l'émission ne soit plus considérée comme significative, l'exposition sera classée en niveau 1 et une provision correspondant aux pertes de crédit attendues sur 12 mois sera comptabilisée.
- Niveau 3 : à l'instar des exigences actuelles d'AASB 139 sur les provisions pour dépréciation individuelles, des pertes de crédit attendues sur la durée de vie sont comptabilisées pour les prêts pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur.

Les pertes de crédit attendues sont estimées au niveau de la facilité à l'aide d'une probabilité de défaut qui reflète les divers scénarios économiques possibles à l'avenir, pondérés par leur probabilité d'occurrence, et par son application à l'exposition estimée du Groupe en cas de défaut (*exposure at default*, EAD) après la prise en compte du montant du Garanties détenu ou d'autres facteurs qui atténuent les pertes en cas de défaut (*loss given default*, LGD), tout en permettant les effets d'actualisation de la valeur temps de l'argent.

Les estimations et jugements déterminants formulés par le Groupe comprennent ce qui suit :

- *Augmentation significative du risque de crédit (SICR)*

Sont de niveau 2 les actifs qui ont présenté une SICR depuis leur comptabilisation initiale. Afin de déterminer ce qu'est une SICR, le Groupe tient compte d'informations qualitatives et quantitatives. Pour la plupart des portefeuilles, l'indicateur principal d'une SICR est la détérioration significative de la notation interne du risque de crédit d'une facilité depuis sa création. Le Groupe utilise également des indicateurs complémentaires, tels que des retards de paiement de 30 jours, pour étayer les indicateurs principaux.

L'identification des causes de la détérioration de la notation, de même que les indicateurs de risques complémentaires, le cas échéant, font appel au jugement. Lorsqu'il a défini sa politique, le Groupe a examiné et évalué d'autres indicateurs qui seront régulièrement révisés pour s'assurer qu'ils restent appropriés.

- *Informations prospectives (Forward looking information, FLI)*

L'évaluation des pertes de crédit attendues reflète les résultats futurs possibles, pondérés de manière objective par leur probabilité d'occurrence.

Lors de l'utilisation des FLI dans ses modèles de crédit fondés sur AASB 9, le Groupe utilise quatre scénarios économiques alternatifs pour évaluer ses pertes de crédit attendues. Un scénario de base présente les hypothèses de base que la direction a utilisées à des fins de planification à moyen terme. Des scénarios optimistes et pessimistes complémentaires sont établis au même titre qu'un scénario très pessimiste. Le comité des risques de crédit et de marché du Groupe (*Credit and Market Risk Committee*, CMRC) est responsable de la révision et de l'approbation des scénarios économiques prévisionnels auxquels sont appliquées les probabilités pondérées associées.

S'il y a lieu, des ajustements peuvent être apportés pour tenir compte des situations où les risques connus ou attendus n'ont pas été traités de manière appropriée dans un processus de modélisation. Le CMRC est chargé de proposer ces ajustements.

Le Comité des risques du Conseil d'administration supervisera et recevra un rapport sur le niveau global des pertes de crédit attendues et les domaines concernés par le jugement significatif de la direction.

Classement et évaluation

Actifs financiers - Généralités

Trois types d'évaluations des actifs financiers sont possibles selon AASB 9 : au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les actifs financiers sont classés dans ces catégories en fonction de deux critères :

- le modèle économique dans lequel ils sont gérés ; et
- les caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels (notamment si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement au principal et aux intérêts).

Le classement des actifs financiers qui en découle est le suivant :

- Au coût amorti : actifs financiers générant des flux de trésorerie contractuels qui correspondent uniquement au principal et aux intérêts, et qui sont détenus dans le cadre d'un modèle économique dont le but est de percevoir les flux de trésorerie ;
- À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global : actifs financiers générant des flux de trésorerie contractuels qui correspondent uniquement au principal et aux intérêts, et qui sont détenus dans le cadre d'un modèle économique dont le but est de percevoir les flux de trésorerie ou de vendre lesdits actifs ; et
- À la juste valeur par le biais du résultat net : tous les autres actifs financiers impossibles à classer dans les catégories précitées sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

En décembre 2017, l'AASB a publié l'amendement 2017-6 relatif aux modalités de remboursement anticipé avec rémunération négative (*AASB 2017-6 Amendments to Australian Accounting Standards - Prepayment Features with Negative Compensation*) qui modifie les exigences d'AASB 9 afin que certaines modalités de remboursement anticipé correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts. Le Groupe prévoit une adoption anticipée de cet amendement afin de l'appliquer à compter de la date de mise en œuvre initiale d'AASB 9.

AASB 9 permet au Groupe de désigner irrévocablement un actif financier comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat net lors de sa comptabilisation initiale si cette désignation élimine ou réduit sensiblement une non-concordance comptable.

Actifs financiers - Instruments de capitaux propres

AASB 9 permet également de désigner des instruments de capitaux propres non cotés comme étant évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, instrument par instrument. Si ce choix se fait en vertu d'AASB 9, les profits ou les pertes présentés dans les autres éléments du résultat global ne sont pas reclassés dans les profits ou pertes au titre de la cession d'investissements. Ils peuvent néanmoins être reclassés dans les capitaux propres.

Passifs financiers

Les exigences d'AASB 9 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers correspondent en grande partie aux exigences d'AASB 139, sauf pour ce qui concerne les passifs financiers désignés à la juste valeur, dont les profits et les pertes attribuables aux variations du risque de crédit de l'entité sont inclus dans les autres éléments du résultat global, excepté si ceci créerait ou accroîtrait une non-concordance comptable au niveau du résultat net. Le Groupe a adopté par anticipation cette partie de la norme le 1^{er} octobre 2013.

Comptabilité de couverture

En matière de comptabilité de couverture, AASB 9 introduit de nouvelles exigences qui alignent davantage la comptabilité de couverture sur les activités de gestion des risques et de couverture des risques financiers et non financiers.

AASB 9 permet au Groupe de choisir sa méthode comptable, en maintenant la comptabilité de couverture selon AASB 139 jusqu'à la finalisation du projet en cours sur la comptabilité de macro-couverture de l'*International Accounting Standards Board*. Le Groupe prévoit actuellement de continuer à appliquer les exigences d'AASB 139 sur la comptabilité de couverture.

Transition vers AASB 9

Hormis pour les éléments mentionnés au paragraphe sur le classement et l'évaluation des passifs financiers ci-dessus, la date d'application initiale d'AASB 9 est le 1^{er} octobre 2018 pour le Groupe.

Les exigences relatives au classement et à l'évaluation ainsi qu'à la dépréciation seront appliquées de manière rétrospective en ajustant les résultats non distribués à l'ouverture au 1^{er} octobre 2018. ANZ ne compte pas retraiter les données comparatives.

Impact

Il est estimé que l'impact d'AASB 9 sera lié aux dispositions relatives à la dépréciation ainsi qu'au classement et à l'évaluation. Les estimations sont fondées sur des méthodes comptables, des hypothèses, des jugements et des techniques d'estimation qui sont susceptibles de changer jusqu'à la finalisation des états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2019.

- *Dépréciation*

Concernant les états financiers consolidés du Groupe, l'adoption d'AASB 9 devrait réduire l'actif net au 1^{er} octobre 2018 d'environ 813 millions de AUD, une baisse compensée par des impôts différés de 232 millions de AUD environ. Il en résultera une diminution du ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) de 6 pb environ au niveau 2, et de 12 pb environ au niveau 1.

- *Classement et évaluation des actifs financiers*

Bien que la mise en œuvre du modèle économique et des tests sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels entraînent des changements de classement, ceux-ci ne devraient pas être significatifs du point de vue du Groupe.

L'application des exigences d'AASB 9 relatives au classement et à l'évaluation conduira à des différences dans l'évaluation par rapport à AASB 139. Les actifs financiers dont la valeur comptable actuelle est de 4,5 milliards de AUD environ et qui correspondent principalement à des obligations et des instruments de dette, seront reclassés comme évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La réévaluation nette découlant de ces reclassements n'est pas significative. Aucun autre changement important n'est à indiquer concernant les catégories d'évaluation.

- *Classement et évaluation des passifs financiers*

Le Groupe a émis des passifs financiers (emprunts obligataires comptabilisés dans la rubrique Augmentation des emprunts) dont la valeur comptable au coût amorti est de 879 millions de AUD au 30 septembre 2018. Le Groupe choisira de les désigner comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net à compter de l'application initiale d'AASB 9 pour réduire la non-concordance comptable actuelle. L'impact sur l'actif net et les résultats non distribués n'est pas significatif.

AASB 15 Revenue from Contracts with Customers (Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients - AASB 15)

La norme AASB 15 est appliquée dans le Groupe à partir du 1^{er} octobre 2018 et remplace les exigences existantes en matière de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients. La norme impose d'identifier clairement les différentes obligations de performance dans un contrat et de leur affecter le prix de transaction contractuel. Les produits sont constatés au fur et à mesure que chaque obligation de performance est satisfaite. La norme précise également si une entité agit pour son propre compte ou comme mandataire, ce qui impacte la présentation des produits bruts et nets.

Le Groupe a évalué tous les flux de produits existants à la date de transition vers la nouvelle norme et déterminé que l'impact d'AASB 15 n'est pas significatif étant donné qu'une majorité des produits du Groupe ne sont pas couverts par la norme. Le Groupe adoptera AASB 15 de manière rétrospective en incluant le retraitement des données comparatives des périodes précédentes.

Certains produits tirés des activités Retail (cartes de crédit) et Wealth seront impactés de la manière suivante :

- Commissions de suivi : des recettes sous forme de commissions de suivi, précédemment reconnues progressivement par le Groupe, seront comptabilisées à la passation du contrat, lorsque le Groupe fournira aux clients les produits prévus par le contrat. De ce fait, le Groupe comptabilisera par avance les futures recettes sous forme de commissions de suivi lorsqu'il sera hautement probable que les produits ne nécessitent pas d'ajustement à la baisse à l'avenir.
- Produits tirés des cartes de crédit : certains coûts de fidélisation seront présentés comme des charges opérationnelles plutôt que comme une réduction nette des autres produits opérationnels, lorsque le Groupe sera considéré comme agissant pour son propre compte et non comme mandataire, en vertu de la nouvelle norme. Par ailleurs, des avantages reçus d'opérateurs de systèmes de cartes, liés aux activités de marketing et de migration des cartes, seront présentés comme des produits opérationnels et ne seront plus déduits des charges opérationnelles.

AASB 16 *Leases* (Contrats de location - AASB 16)

La version définitive d'AASB 16 a été publiée en février 2016 et n'est pas applicable par le Groupe avant le 1^{er} octobre 2019. Selon AASB 16, un preneur doit comptabiliser son droit d'utilisation du bien loué sous-jacent comme un actif au titre du droit d'utilisation, et son obligation de payer les loyers comme un passif au titre des contrats de location.

AASB 16 reprend essentiellement les exigences propres à la comptabilité du bailleur figurant dans AASB 117 *Leases* (Contrats de location – AASB 117).

Le Groupe, qui procède actuellement à l'évaluation de l'impact d'AASB 16, n'est pas encore à même d'en estimer raisonnablement l'impact sur ses états financiers.

AASB 17 *Insurance Contracts* (Contrats d'assurance - AASB 17)

La version définitive d'AASB 17 a été publiée en juillet 2017 et n'est pas applicable par le Groupe avant le 1^{er} octobre 2021. La norme remplacera AASB 4 *Insurance Contracts* (Contrats d'assurance - AASB 4), AASB 1023 *General Insurance Contracts* (Contrats d'assurance généraux - AASB 1023) et AASB 1038 *Life Insurance Contracts* (Contrats d'assurance-vie - AASB 1038). AASB 17 définit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des informations des contrats d'assurance.

L'évaluation, la présentation et les informations à fournir prévues par AASB 17 sont très différentes de celles des normes comptables actuelles. Le résultat global comptabilisé au titre des contrats d'assurance ne changera pas, mais le calendrier de comptabilisation des profits devrait être modifié.

Le Groupe n'est pas encore à même d'estimer raisonnablement l'impact d'AASB 17 sur ses états financiers.

ATTESTATION ET DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

Attestation des Administrateurs

Les Administrateurs d'Australia and New Zealand Banking Group Limited déclarent :

- a) qu'à leur avis, les états financiers et les notes aux états financiers de l'entité consolidée sont conformes au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), y compris :
 - i) la section 296, et qu'ils sont conformes au référentiel comptable australien et à toutes autres dispositions du *Corporations Regulations 2001* (règlement sur les sociétés) ; et
 - ii) la section 297, et qu'ils donnent une image fidèle de l'entité consolidée au 30 septembre 2018 et de sa performance pour l'exercice clos à cette date ;
- b) que les notes aux états financiers de l'entité consolidée comprennent une déclaration indiquant que les états financiers et les notes aux états financiers de l'entité consolidée sont conformes aux IFRS ;
- c) qu'ils ont reçu les déclarations requises par la section 295A du *Corporations Act 2001* ; et
- d) qu'ils estiment avoir des motifs raisonnables de penser que la Société sera à même de s'acquitter de ses dettes lorsqu'elles deviendront exigibles.

Signé conformément à une résolution des Administrateurs

David M Gonski, AC
Président

Shayne C Elliott
Administrateur

30 octobre 2018

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

AUX ACTIONNAIRES D'AUSTRALIA AND NEW ZEALAND BANKING GROUP LIMITED

RAPPORT SUR L'AUDIT DU RAPPORT FINANCIER

OPINION

Nous avons audité le rapport financier d'Australia and New Zealand Banking Group (la « Société ») et des entités qu'elle contrôlait à la clôture et ponctuellement durant l'exercice (ci-après, ensemble, le « Groupe »).

À notre avis, le rapport financier ci-joint du Groupe est conforme au *Corporations Act 2001* (loi australienne sur les sociétés), et notamment :

- donne une image fidèle de la situation financière du Groupe au 30 septembre 2018 et de sa performance pour l'exercice clos à cette date ; et
- est conforme au référentiel comptable australien et aux *Corporations Regulations 2001*.

Le rapport financier comprend :

- l'état de la situation financière consolidée au 30 septembre 2018 ;

- le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, le tableau de variation des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date ;
- les notes 1 à 35, dont un résumé des principales méthodes comptables ; et
- l'attestation des Administrateurs.

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons réalisé notre audit conformément aux normes d'audit australiennes. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des auditeurs relatives à l'audit du rapport financier » du présent rapport.

Nous sommes indépendants du Groupe conformément au *Corporations Act 2001* et aux règles d'éthique du code de déontologie APES 110 (*Code of Ethics for Professional Accountants*) de l'*Accounting Professional and Ethical Standards Board* (APES) (ci-après le « Code ») qui couvrent notre audit du Rapport financier en Australie. Nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités déontologiques conformément au Code.

POINTS CLÉS DE L'AUDIT

Ces points ont été couverts dans le cadre de notre audit du rapport financier dans son ensemble, et ne donnent pas lieu à la formulation d'une opinion distincte.

Les points clés de l'audit que nous avons identifiés sont :

- la provision pour dépréciation de prêts et les informations à fournir sur l'impact anticipé de la norme d'AASB 9 - *Financial Instruments* (Instruments financiers - AASB 9) applicable à compter du 1^{er} octobre 2018 ;
- L'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur ;
- la provision pour indemnisation des clients ;
- la comptabilisation des cessions ; et
- les systèmes d'information et les contrôles.

Les points clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants dans notre audit du rapport financier de la période concernée.

Ces points ont été couverts dans le cadre de notre audit du rapport financier dans son ensemble, et ne donnent pas lieu à la formulation d'une opinion distincte.

PROVISION POUR DÉPRÉCIATION DE PRÊTS (3 443 MILLIONS DE AUD) ET INFORMATIONS À FOURNIR SUR L'IMPACT ANTICIPÉ DE LA NORME AASB 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

APPLICABLE À COMPTER DU 1^{ER} OCTOBRE 2018

Voir les estimations, jugements et informations comptables déterminants liés aux provisions pour dépréciation de prêts dans la note 13 du Rapport financier, et les informations à fournir sur les normes comptables non encore adoptées dans la Note 1 du Rapport financier, pour l'impact anticipé de la norme AASB 9 Instruments financiers.

Risque identifié

La provision pour dépréciation de prêts est un point clé de l'audit, car le Groupe a une importante exposition au risque de crédit avec différentes contreparties à travers un large éventail de prêts et autres produits, de secteurs d'activité et de régions. La valeur des prêts et avances inscrits au bilan est significative et l'estimation très complexe des provisions individuelles et collectives pour dépréciation de ces prêts fait appel au jugement du Groupe. Ces facteurs ont nécessité des efforts d'audit importants afin de couvrir les risques liés à la recouvrabilité des prêts et à la détermination des provisions afférentes.

Dans le cadre de la préparation à l'adoption d'AASB 9 - *Financial Instruments* le 1^{er} octobre 2018, le Groupe a présenté l'impact anticipé de l'adoption de cette norme. Ceci a nécessité des travaux d'audit supplémentaires dans le cadre de notre mission d'audit pour l'exercice 2018 étant donné la complexité de la norme comptable et son impact considérable anticipé sur le secteur. Nous nous sommes concentrés sur les informations fournies par le Groupe concernant l'impact anticipé de l'évaluation des pertes de crédit attendues (*expected credit losses*, ECL) sur les prêts et avances, et sur la part de jugement importante exercée par le Groupe. Les modèles utilisés par le Groupe pour calculer les ECL sont de nature complexe et leur élaboration fait appel au jugement. Le Groupe doit également formuler différentes hypothèses clés pour appliquer les exigences de la norme comptable aux modèles, notamment le choix et l'utilisation d'informations prospectives (*forward looking information*, FLI).

Notre réponse

Nos procédures d'audit pour la provision pour dépréciation de prêts et les informations à fournir sur l'impact anticipé de la norme AASB 9 Instruments financiers applicable à compter du 1^{er} octobre 2018 ont compris :

Provisions pour prêts individuels spécifiques (provisions individuelles)

- nous avons testé les contrôles clés des notations de risque des contreparties pour les prêts à la clientèle institutionnelle (les expositions significatives qui font l'objet d'un suivi individuel). Nous avons testé l'autorisation des nouveaux prêts au regard des politiques de prêt du Groupe, de la réalisation d'évaluations annuelles des prêts et des contrôles du suivi de la solvabilité des contreparties. Nous avons également testé les contrôles de l'identification des expositions montrant des risques potentiels, soit du fait de facteurs internes propres à la contrepartie, soit en raison de facteurs macroéconomiques, ainsi que la ponctualité et l'exactitude des évaluations du risque de contrepartie et des notations de risque au regard des politiques de prêt du Groupe et des exigences réglementaires ;
- nous avons procédé à l'évaluation de crédit d'un échantillon de prêts à la clientèle institutionnelle jugés à haut risque ou dépréciés, gérés par l'équipe d'experts en restructuration et en recouvrement, et d'un échantillon d'autres prêts, en se concentrant sur les expositions importantes montrant, d'après le Groupe, des signes de détérioration, et sur des domaines de risques émergents (évalués au regard des conditions de marché externes). Nous avons réalisé une revue critique de la notation de risque attribué au prêt par le Groupe, de son évaluation de la recouvrabilité et de l'impact sur la provision pour dépréciation de prêts. Pour ce faire, nous avons utilisé les informations incluses dans le dossier de prêts du Groupe, examiné des cas avec le directeur de la gestion crédit et la direction, et effectué notre propre évaluation de la recouvrabilité. Nous nous sommes fondés sur notre compréhension des secteurs concernés et de la conjoncture macroéconomique, avons fait appel, le cas échéant, à des experts de KPMG, et avons comparé les hypothèses sur les données utilisées par le Groupe dans les évaluations de la recouvrabilité avec des sources externes telles que les prix de matières premières, des états financiers publiés et des évaluations externes comparables de garanties détenues ; et
- pour les prêts aux particuliers (expositions plus petites ne faisant pas l'objet d'un suivi individuel), nous avons testé les contrôles des systèmes d'enregistrement des arriérés, les expositions du Groupe en catégories de défaut selon le nombre de jours d'impayés, et le calcul des provisions individuelles. Nous avons testé les calculs et les contrôles automatiques de la gestion du changement et évalué la surveillance des portefeuilles par le Groupe, en portant une attention particulière au contrôle du suivi des statistiques sur les défaillances. Nous avons testé un échantillon du niveau de provisions

constituées au titre de différents prêts en fonction du profil de défaillance, et examiné les hypothèses retenues pour les recouvrements, principalement grâce au collatéral détenu.

Provisions estimées dans les portefeuilles de prêts (provisions collectives)

- nous avons testé les processus du Groupe pour valider les modèles utilisés pour calculer les provisions collectives, et évalué les méthodologies des modèles du Groupe au regard des pratiques du marché et des critères prévus par les normes comptables ;
- nous avons testé les contrôles clés des systèmes d'information utilisés pour calculer les provisions collectives, précisément ceux portant sur la gestion des données, ainsi que l'exhaustivité et l'exactitude du transfert de données des systèmes source sous-jacents aux modèles des provisions collectives ;
- nous avons testé l'exactitude des principales données des modèles en rapprochant un échantillon de soldes à la clôture avec le grand livre, l'historique des remboursements et les notations de risques avec les systèmes source ;
- nous avons réalisé une revue critique des principales hypothèses des modèles tels que le délai d'apparition, la probabilité de défaillance et les pertes en cas de défaillance d'un échantillon de portefeuilles de prêts aux particuliers et à la clientèle institutionnelle. Nous avons comparé les estimations modélisées aux pertes réelles encourues par le Groupe ; et
- nous avons recalculé, pour un échantillon de portefeuilles de prêts aux particuliers et à la clientèle institutionnelle, les provisions collectives en utilisant un outil de calcul élaboré par KPMG, afin de déterminer l'exactitude des résultats du modèle.

Nous avons également examiné les principales hypothèses sous-jacentes aux composantes du solde des provisions collectives lorsque celui-ci était supérieur aux estimations modélisées de la provision.

Nous avons notamment :

- évalué le risque de concentration et les provisions sur le cycle économique en examinant les caractéristiques du portefeuille sous-jacent à la lumière de l'historique de pertes récent, des conditions de marché actuelles et des risques inhérents aux portefeuilles de prêts du Groupe ;
- évalué la nécessité de constituer des provisions supplémentaires en tenant compte des déficiences des modèles ou des données identifiées par les processus de validation des modèles du Groupe ; et
- évalué l'exhaustivité des provisions supplémentaires en vérifiant la cohérence des risques identifiés dans les portefeuilles et leur inclusion dans l'évaluation du Groupe.

AASB 9 - Instruments financiers

Nous avons évalué les informations fournies par le Groupe sur l'impact anticipé d'AASB 9 - Instruments financiers, applicable à compter du 1^{er} octobre 2018. En collaboration avec des spécialistes du risque de crédit et des économistes de KPMG, nous avons notamment :

- évalué les principales méthodes comptables du Groupe au regard des exigences de la norme comptable ;
- évalué la méthodologie de modélisation des ECL du Groupe et, pour un échantillon de modèles, testé les principales hypothèses de modélisation de crédit intégrées aux modèles de pertes d'ECL au regard des exigences de la norme et des livres comptables ;
- évalué les hypothèses économiques prospectives et l'élaboration de scénarios économiques au regard de données économiques externes, et leur application dans les modèles des ECL ;
- testé les contrôles des rapprochements de données entre les modèles d'ECL et les systèmes source ;
- testé par échantillonnage l'exactitude des calculs des modèles en recalculant les ECL ; et
- évalué les informations présentées dans le rapport financier au regard des exigences des normes comptables australiennes.

ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR :

- ACTIFS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR (223 713 MILLIONS DE AUD)

- PASSIFS DÉTENUS À LA JUSTE VALEUR (121 262 MILLIONS DE AUD)

Voir les estimations et jugements et informations comptables déterminants sur la juste valeur dans la note 17 du rapport financier.

Risque identifié

Les instruments financiers détenus à la juste valeur inscrits au bilan du Groupe comprennent les actifs disponibles à la vente, les titres de transaction, les actifs et passifs d'instruments dérivés, les placements des activités d'assurance, les passifs liés aux polices d'assurance, certains titres d'emprunt, et d'autres actifs et passifs désignés comme évalués à la juste valeur par résultat. Les instruments sont principalement des produits de gestion des risques vendus aux clients et utilisés par le Groupe pour gérer son risque de taux d'intérêt et son risque de change.

L'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur est considérée comme un point clé de l'audit, car :

- les instruments financiers détenus à la juste valeur sont significatifs (24 % de l'actif et 14 % du passif) ;
- le volume important et l'éventail des produits, leur négociation dans plusieurs sites internationaux, accroissent le risque d'incohérence dans les processus de gestion des transactions, ce qui pourrait entraîner une évaluation inexacte ;
- la détermination de la juste valeur des titres de transaction et des instruments dérivés met en jeu une part importante de jugement du Groupe, ce qui augmente le risque d'erreur et accroît la complexité de notre audit. Le degré de jugement augmente lorsque les modèles internes, par opposition aux prix de marché cotés, sont utilisés pour déterminer la juste valeur d'un instrument, ou lorsque les données alimentant les modèles internes, tels que les taux d'actualisation et les indicateurs de volatilité, ne sont pas observables ; et
- l'évaluation de certains instruments dérivés détenus par le Groupe est sensible aux données, notamment les taux de financement, les probabilités de défaillance et les pertes en cas de défaillance, et les pratiques du secteur sur la prise en compte de l'impact du risque de financement et de crédit dans l'évaluation de certains instruments dérivés évoluent. Ces facteurs ont pesé sur nos efforts d'audit dans ce domaine et nécessité de faire appel à des experts en évaluation.

Notre réponse

Dans le cadre de nos procédures d'audit concernant l'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur, nous avons notamment :

- testé les droits d'accès et les contrôles de la gestion du changement pour les systèmes d'évaluation clés ;
- testé les contrôles des interfaces, notamment l'exhaustivité et l'exactitude des transferts de données entre les systèmes de traitement des transactions, les systèmes clés utilisés pour produire les évaluations et tout ajustement d'évaluation associé, et les systèmes de gestion des risques de marché et financiers du Groupe pour identifier les incohérences dans la gestion des transactions et les processus d'évaluation entre produits et sites ;
- testé les contrôles de gouvernance et d'autorisation, tels que la revue et la validation des modèles d'évaluation, et la validation des nouveaux produits au regard des politiques et des procédures ;
- testé la revue et la validation, par la direction du front office, des rapprochements des profits et des pertes sur les transactions d'instruments financiers quotidiennes préparés par la fonction indépendante en charge du contrôle des produits ;
- testé l'examen et l'approbation par la direction de la construction et de la validation des modèles, visant à évaluer la validité et la robustesse des modèles d'évaluation sous-jacents ; et
- testé les contrôles de validation des données du Groupe, tels que ceux sur les données clés utilisées pour générer la juste valeur par rapport à la valeur de marché, lorsque les équipes du front office déterminent les justes valeurs.

Nous avons testé l'évaluation des instruments financiers à l'aide de données observables et non observables. Dans le cadre de nos tests, pour lesquels nous avons fait appel à des experts en évaluation, nous avons notamment :

- réévalué les actifs disponibles à la vente et les titres de transaction de « niveau 1 » et de « niveau 2 », principalement des obligations souveraines, d'organismes parapublics et d'entreprises, en comparant les données observables, notamment les prix cotés, à des données de marché observables provenant de sources indépendantes ;
- recalculé, en utilisant des modèles indépendants, l'évaluation d'un échantillon, sur plusieurs sites, d'actifs et passifs d'instruments dérivés dont la juste valeur avait été déterminée à l'aide de données observables. Nous avons comparé un échantillon de données observables utilisées pour évaluer les instruments dérivés du Groupe à des données de marché provenant de sources indépendantes, telles que les taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité ;
- examiné le modèle d'évaluation du Groupe en comparant les données clés utilisées aux données de marché similaires, notamment l'utilisation d'instruments de substitution et autres alternatives, lorsque la juste valeur des instruments dérivés et autres actifs et passifs financiers a été déterminée à l'aide de données non observables (instruments de « niveau 3 »). Nous avons comparé la méthodologie d'évaluation du Groupe à la pratique du secteur et aux critères définis par les normes comptables ; et
- évalué le caractère approprié de la méthodologie d'évaluation des instruments financiers du Groupe en tenant compte des pratiques actuelles et nouvelles d'évaluation utilisées par un large éventail d'établissements comparables, et par rapport aux critères définis par les normes comptables. Nous avons testé les ajustements apportés aux évaluations, notamment les ajustements liés au financement et à l'évaluation du crédit pour les instruments dérivés non garantis. En particulier, pour un échantillon de contreparties individuelles, dans différents sites, nous avons testé des données clés pour le calcul de l'ajustement de l'évaluation de crédit, notamment la probabilité de défaillance, par rapport à des données de marché observables. Lorsque des indicateurs de substitution étaient utilisés, nous les avons évalués par rapport aux alternatives existantes, dans plusieurs sites.

PROVISION POUR INDEMNISATION DES CLIENTS (602 MILLIONS DE AUD)

Voir les estimations, jugements et informations comptables déterminants dans les notes 21 et 33 du rapport financier.

Risque identifié

Dans le cadre d'investigations internes et externes et d'examens, le Groupe a évalué la nécessité de constituer des provisions au titre de l'indemnisation de certains clients.

La provision pour indemnisation des clients est un point clé de l'audit en raison de la part de jugement requise de notre part pour évaluer la détermination des éléments suivants par le Groupe :

- l'existence d'une obligation actuelle juridique ou implicite découlant d'un événement passé en examinant les conditions de l'événement au regard des critères prévus par les normes comptables ;
- le nombre d'investigations et le volume des montants payés au titre de l'obligation juridique actuelle ;
- la fiabilité des montants estimés susceptibles d'être payés à l'issue des investigations, y compris les montants des coûts associés ; et
- la possibilité de poursuites judiciaires, d'enquêtes plus poussées et d'examens de la part de ses régulateurs, ce qui nous contraindrait à étudier un éventail d'estimations plus large.

Notre réponse

Dans le cadre de nos procédures d'audit sur les provisions pour indemnisation des clients, nous avons :

- acquis une compréhension des processus du Groupe pour identifier et évaluer l'impact potentiel des investigations relatives à l'indemnisation des clients ;

- enquêté auprès du Groupe sur les activités juridiques, réglementaires et d'investigation en cours portant sur d'autres activités d'indemnisation ;
- lu les procès-verbaux et autres documents utiles du Conseil d'administration du Groupe, des comités du Conseil d'administration, des différents comités de direction, et assisté aux réunions du Comité d'audit et des risques du Groupe ;
- étudié la correspondance avec les instances réglementaires concernées et les principaux documents déposés par le Groupe auprès de la commission en charge des enquêtes relatives aux fautes dans les secteurs de la banque, des pensions de retraite et des services financiers (*Royal Commission into Misconduct in the Banking, Superannuation and Financial Services Industry*) ;
- Pour un échantillon d'indemnisations de clients individuels, évalué les bases de la comptabilisation d'une provision et les coûts associés au regard des exigences des normes comptables. Pour ce faire, nous avons compris et mis en cause les méthodologies de provisionnement et les hypothèses à l'appui ;
- testé l'exhaustivité en évaluant l'émergence d'expositions sur la base de nos connaissances et de notre expérience du secteur, de la documentation du Groupe et de l'environnement réglementaire actuel. Nous avons également vérifié les caractéristiques de ces expositions au regard des critères définissant une provision ou un passif éventuel dans les normes comptables ;
- évalué la pertinence des conclusions du Groupe au regard des exigences des normes comptables australiennes lorsqu'il n'était pas possible de faire des estimations suffisamment fiables pour constituer une provision ; et
- évalué les informations associées au regard des normes comptables australiennes.

COMPTABILISATION DES CESSIONS

Voir les estimations, jugements et informations déterminants, ainsi que les activités abandonnées et les actifs et passifs détenus en vue de la vente dans les notes 1 et 29 du rapport financier.

Risque identifié

Durant l'exercice, le Groupe a annoncé la cession de son activité assurance-vie à Zurich Financial Services Australia et la cession de One Path, son activité de retraite et d'investissement, ainsi que d'Aligned Dealer Group, à IOOF Holdings Limited (les « Activités cédées »). Ces activités faisaient partie du secteur opérationnel Wealth Australia. Les résultats financiers des Activités cédées sont présentés dans les activités abandonnées, et les actifs et passifs associés sont classés comme étant détenus en vue de la vente lors de la clôture.

Les cessions sont considérées comme un point clé de l'audit en raison des éléments suivants :

- l'importance des Activités cédées pour le Groupe ;
- le jugement exercé par le Groupe pour évaluer les Activités cédées en se fondant sur les exigences des normes comptables et les termes et conditions des cessions ; et
- le jugement exercé par le Groupe pour évaluer la probabilité des cessions au regard des exigences des normes comptables australiennes au 30 septembre 2018.

Nous nous sommes concentrés sur les domaines faisant appel au jugement pour évaluer les activités cédées, notamment :

- l'affectation du goodwill aux Activités cédées ;
- l'estimation des coûts nécessaires pour réaliser les cessions, notamment les coûts associés à la séparation de ces activités du Groupe ; et
- les conséquences fiscales des cessions susceptibles d'avoir un impact significatif sur la perte sur la cession, et nécessitant des connaissances spécialisées.

Nous nous sommes également concentrés sur la présentation du retraitement des informations financières de l'exercice précédent dans les activités poursuivies et les activités abandonnées dans le rapport financier.

Notre réponse

Dans le cadre de nos procédures d'audit liées aux Activités cédées, nous avons :

- lu les documents sur les transactions afin de comprendre les termes et conditions ces cessions ;
- évalué les critères permettant de comptabiliser et d'évaluer les Activités cédées comme détenues en vue de la vente au regard des critères des normes comptables à la date de clôture ;
- évalué la substance des cessions sur la base des termes et des conditions des documents sur les transactions au regard des critères des normes comptables relatifs aux activités abandonnées ;
- testé les contrôles du Groupe concernant l'évaluation des activités détenues en vue de la vente. Ces procédures ont compris l'examen et la validation par le Comité de pilotage des coûts associés à la séparation des activités cédées du Groupe ;
- évalué, par échantillonnage, l'identification d'actifs et de passifs cédés en effectuant une comparaison avec les documents sur les transactions et les livres comptables à la date de clôture ;
- vérifié la contrepartie des cessions au regard des documents sur les transactions et des livres comptables ;
- évalué la conformité aux normes comptables de l'identification, des bases de la comptabilisation et du traitement d'un échantillon de coûts associés à la séparation des Activités cédées du Groupe ;
- comparé le volume des coûts associés à la séparation des Activités cédées du Groupe à des transactions similaires sur le marché ;
- évalué, en collaboration avec nos fiscalistes, les conséquences fiscales au regard des dispositions de la législation fiscale ;
- évalué la méthodologie retenue par le Groupe pour affecter le goodwill aux Activités cédées sur la base de nos connaissances des activités et des exigences des normes comptables ;
- vérifié les calculs du Groupe relatifs à la perte sur la cession de chaque Activité cédée ; et
- évalué les informations figurant dans le rapport financier sur les cessions, notamment si la présentation du retraitement des données des périodes précédentes reflétait l'impact des cessions au regard des exigences des normes comptables.

SYSTÈMES D'INFORMATION ET CONTRÔLES

Risque identifié

En tant qu'établissement bancaire australien de premier plan, le Groupe utilise dans le cadre de ses activités un grand nombre de systèmes et de technologies de l'information complexes et interdépendants pour traiter et enregistrer un volume élevé de transactions. Les contrôles d'accès et la modification des systèmes d'information sont essentiels pour l'enregistrement de l'information financière et la préparation d'un rapport financier donnant une image fidèle et sincère de la situation financière et de la performance du Groupe. Les systèmes d'information et contrôles, qui ont un impact sur l'enregistrement et le reporting des transactions financières, constituent un point clé de l'audit et notre approche d'audit peut être sensiblement différente selon l'efficacité du fonctionnement des contrôles informatiques du Groupe. Nous avons étroitement collaboré, tout au long de notre mission, avec des experts en informatique de KPMG.

Notre réponse

Nous avons testé l'environnement de contrôle des principales applications informatiques (systèmes) utilisées pour traiter des transactions importantes et enregistrer les soldes dans le grand livre. Nous avons également testé les contrôles automatiques intégrés aux systèmes. Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons notamment :

- testé les contrôles de la gouvernance utilisés par l'équipe chargée de la technologie du Groupe afin de contrôler l'intégrité des systèmes, en vérifiant les éléments affectant l'intégrité opérationnelle des principaux systèmes de signalement et de mesures conformément aux politiques du Groupe ;
- testé les droits d'accès donnés au personnel en les comparant aux registres et en examinant les rapports sur l'attribution et la suppression des droits d'accès. Nous avons également recherché des indications de signalement de violations ;

- testé les contrôles préventifs destinés à renforcer la séparation des tâches entre utilisateurs dans un système donné ;
- testé l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés, principalement ceux servant au calcul automatisé des transactions financières. Nous avons testé les données utilisées pour les calculs automatisés avec les données source, et également testé l'exactitude du calcul logique d'un échantillon de transactions pour chaque contrôle identifié ; et
- testé l'efficacité opérationnelle des contrôles de rapprochement automatisés inter et intra-systèmes. Nous avons vérifié qu'un échantillon d'écarts identifiés dans les rapprochements avaient été enregistrés dans des rapports d'exception, analysés et résolus par le Groupe.

AUTRES INFORMATIONS

Les autres informations sont des informations financières et extra-financières dans le reporting annuel d'Australia and New Zealand Banking Group Limited, qui sont fournies en plus du rapport financier et du rapport des auditeurs. Les Administrateurs sont responsables des autres informations.

Notre opinion sur le rapport financier ne couvre pas les autres informations, et en conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit et ne formulons pas de conclusion sur ces autres informations, exception faite du rapport relatif aux rémunérations et de nos opinions sur ce rapport.

Dans le cadre de notre audit du rapport financier, il nous appartient de lire les autres informations. Ce faisant, nous examinons si les autres informations présentent des incohérences significatives avec le rapport financier ou les connaissances que nous avons acquises durant l'audit, ou si elles semblent comporter des anomalies.

Si nous concluons qu'il existe une anomalie significative dans les autres informations, nous devons la signaler. Sur la base des travaux que nous avons effectués sur ces informations, obtenues avant la date du présent Rapport d'audit, nous n'avons pas de commentaire à formuler.

RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS CONCERNANT LE RAPPORT FINANCIER

Les Administrateurs sont responsables de :

- la préparation d'un rapport financier donnant une image fidèle et sincère conformément au référentiel comptable australien et au *Corporations Act 2001* ;
- la mise en œuvre des contrôles internes nécessaires pour permettre la préparation d'un rapport financier donnant une image fidèle et sincère et ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ; et
- l'évaluation de la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation et le caractère approprié de l'hypothèse de la continuité d'exploitation. Ils doivent notamment divulguer, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Groupe ou de cesser son activité, ou s'il n'existe aucune autre alternative réaliste.

RESPONSABILITÉS DES AUDITEURS CONCERNANT LE RAPPORT FINANCIER

Notre objectif est :

- d'obtenir une assurance raisonnable que le rapport financier dans son ensemble ne comporte pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ; et
- d'émettre un rapport des auditeurs qui comporte notre opinion.

Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit australiennes permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur le Rapport financier.

Nos responsabilités concernant l'audit du rapport financier sont plus amplement décrites sur le site Internet de l'Auditing and Assurance Standards Board à l'adresse : http://www.auasb.gov.au/auditors_responsibilities/ar1.pdf. Cette description fait partie de notre rapport d'audit.

RAPPORT SUR LE RAPPORT RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS

À notre avis, le rapport relatif aux rémunérations d'Australia and New Zealand Banking Group Limited pour l'exercice clos le 30 septembre 2018 est conforme à la Section 300A du *Corporations Act 2001*.

RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS

Les Administrateurs de la Société sont responsables de la préparation et de la présentation du rapport relatif aux rémunérations conformément à la section 300A du *Corporations Act 2001*.

NOS RESPONSABILITÉS

Nous avons audité le rapport relatif aux rémunérations inclus aux pages 40 à 67 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le rapport relatif aux rémunérations, sur la base de notre audit effectué conformément aux normes d'audit australiennes.

KPMG

Alison Kitchen

Associée

Melbourne

30 octobre 2018